



NATO
|
OTAN



L'élimination des stocks de mines antipersonnel en Albanie

Après un demi-siècle de communisme et les ravages qu'a connus toute la région des Balkans pendant une longue période de conflit et d'instabilité, l'Albanie a hérité d'un problème de taille, celui des mines antipersonnel. Ces mines terrestres font payer un lourd tribut au pays, et ont des effets dévastateurs au plan humanitaire, car elles rendent inutilisables de vastes étendues de terres cultivables, perturbent les déplacements et contribuent au profond marasme économique et social. La présence de mines terrestres a aussi gêné le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées sur le territoire, situation qui pose des difficultés particulièrement graves à un pays en plein effort de reconstruction et où la vie cherche à reprendre son cours normal.

Consciente de la gravité du problème, la Direction du Partenariat et de la coopération pour la défense, qui fait partie de la Division des plans de défense et des opérations de l'OTAN, a décidé de lancer un programme visant à aider l'Albanie à faire face à la situation dans le domaine des munitions et à relever les défis qui y sont liés. On ne saurait trop souligner l'importance de ce projet, qui non seulement permet de sauver des vies et d'économiser des ressources, mais qui représente également une étape majeure dans la réforme militaire engagée en Albanie et doit, à terme, rapprocher ce pays de la communauté euro-atlantique.

"Les mines terrestres figurent parmi les armes les plus pernicieuses couramment utilisées dans les conflits armés. Trop souvent employées de façon aveugle, elles occasionnent d'immenses souffrances, surtout chez les civils qu'une législation universellement acceptée protège contre les actes de guerre. De surcroît, elles continuent de faire leur lot de victimes pendant des décennies après que les combattants ont cessé les hostilités."

Comité international de la Croix-Rouge

→ Qu'est-ce qu'une "mine antipersonnel" ?

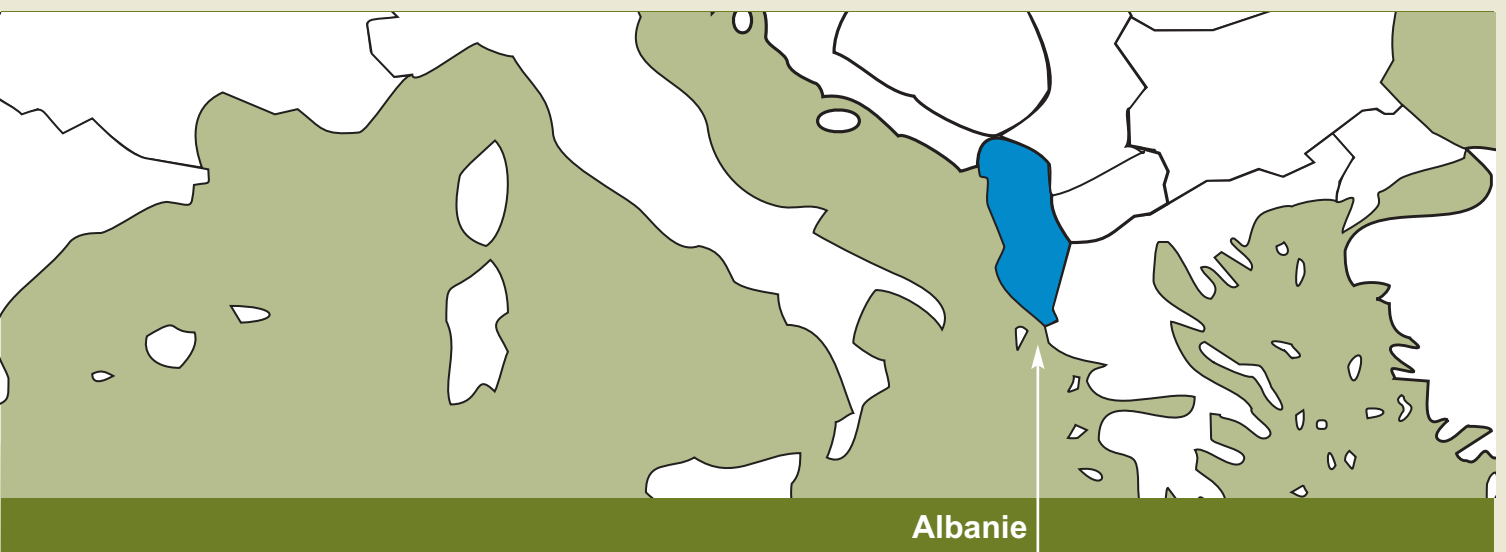


L'article 2 de la Convention d'Ottawa définit une mine antipersonnel comme une "mine conçue pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne et destinée à mettre hors de combat, blesser ou tuer une ou plusieurs personnes". Les mines terrestres et les mines antipersonnel sont placées juste sous la surface du sol et contiennent des charges explosives de 10 à 250 grammes qui, lorsqu'elles se déclenchent, peuvent occasionner des dégâts importants aux objets et des blessures graves aux personnes se trouvant dans leur rayon d'action. Les mines antipersonnel peuvent exploser si on marche dessus, si on les manipule ou si on déclenche le fil-piège auquel elles sont attachées. Elles infligent de graves mutilations qui peuvent parfois nécessiter une amputation, handicaper à vie ou provoquer la mort. En outre, les victimes souffrent souvent de traumatismes psychologiques. L'Albanie possédait environ 1 607 420 armes mortelles de ce type.

>> La problématique des mines en Albanie

En 1998, la République fédérale de Yougoslavie (désormais Serbie - Monténégro) a connu une intensification des combats opposant l'armée et la police serbes aux forces des Albanais du Kosovo, conséquence directe des actions du dirigeant serbe Slobodan Milosevic, qui avait supprimé le statut d'autonomie de la province du Kosovo. La situation a continué de se détériorer en 1999, après de vaines tentatives pour parvenir à une solution politique et l'échec des pourparlers diplomatiques visant à mettre fin à l'usage abusif de la force par l'armée et la police spéciale serbes. Le 23 mars 1999, l'OTAN lançait l'opération *Force alliée* en vue de promouvoir la stabilité dans la région et de parvenir à une solution durable au conflit.

Le conflit au Kosovo a eu des conséquences humanitaires, politiques et économiques directes pour les Etats voisins, y compris l'Albanie. Au cours de l'opération *Force alliée*, de nombreux villages et installations militaires situés le long de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie ont été évacués à la suite des incursions militaires serbes et des tirs d'artillerie et de mortier. A leur retour, les civils et les soldats se sont rapidement rendu compte que le territoire était infesté de mines. Pour tenter de dissuader les forces de l'OTAN, de l'Albanie et de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) de pénétrer au Kosovo, les forces serbes avaient posé des mines en réseau serré le long de la frontière nord de l'Albanie. Un nombre important de mines ont également été découvertes loin à l'intérieur du territoire albanais. C'est une zone de plus de 100 km au voisinage de la frontière qui était touchée et impossible à déminer rapidement, parce qu'il n'existait pas de cartes précisant l'emplacement des mines.

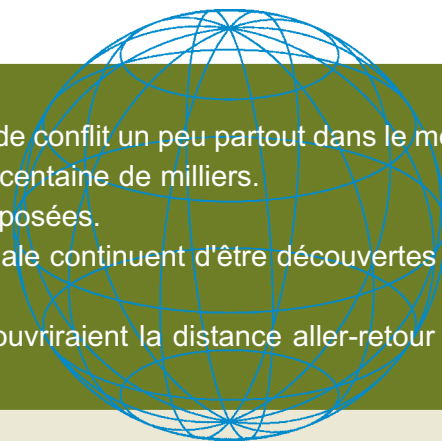


Le fléau des mines antipersonnel n'est qu'un aspect des problèmes de munitions en Albanie. En fait, le pays recèle de grandes quantités de munitions non explosées. Pendant les cinquante années de régime communiste, des stocks d'armes et de munitions ont été disséminés dans plus d'une centaine d'emplacements différents sur tout le territoire albanais. Une grande partie de cet arsenal est devenu obsolète, représentant une menace pour les zones habitées voisines. Ces dangers ont été mis en évidence lors de la violente crise intérieure de 1997, au cours de laquelle la population civile a pillé des dépôts d'armes et de munitions, provoquant plusieurs explosions majeures. Un grand nombre de personnes ont été blessées, et 64 y ont perdu la vie.

Manquant de moyens, les forces armées albanaises n'étaient pas équipées pour résoudre à elles seules les problèmes du pays dans le domaine des munitions. De nombreuses organisations internationales consacrent des ressources substantielles à l'éradication des problèmes de mines dans de nombreux pays du globe, mais l'essentiel de l'aide fournie dans la région à l'issue du récent conflit était destinée au Kosovo.

Le saviez-vous ?

- Il y a plus de 110 millions de mines terrestres dans des zones de conflit un peu partout dans le monde.
- Chaque année, on parvient à en enlever et à en détruire une centaine de milliers.
- Chaque année, entre 2 et 5 millions de nouvelles mines sont posées.
- Des mines antipersonnel datant de la Seconde Guerre mondiale continuent d'être découvertes et de tuer ou de mutiler.
- Mis bout à bout, tous les fils-piège des mines de l'Albanie couvriraient la distance aller-retour entre Tirana et l'Australie.



>> Présentation de la mission

A la suite de la crise intérieure de 1997, le Ministère albanais de la défense s'est tourné vers l'OTAN et son programme de Partenariat pour la paix (PPP) en vue d'obtenir une assistance pour reconstituer les forces armées du pays et traiter les problèmes urgents liés aux munitions. En 1998, le gouvernement albanais et l'OTAN ont signé un accord visant à élaborer un programme de partenariat individuel (IPP) spécial pour l'Albanie. Depuis lors, l'Alliance a pris part aux efforts déployés pour aider à répondre aux besoins spécifiques du pays en matière de défense et de sécurité, y compris pour les problèmes de gestion des munitions ainsi que d'enlèvement et de destruction des explosifs.

La mission de l'OTAN a commencé par l'envoi en Albanie, entre août 1997 et juillet 1998, d'une série d'équipes exploratoires chargées d'évaluer la gravité et la portée des problèmes en question. Il s'est vite avéré que ces derniers étaient étendus et ne seraient pas résolus sans une assistance extérieure importante.

Dans le cadre d'un fonds d'affectation spéciale du PPP, l'OTAN a accepté d'apporter les ressources financières et l'expertise technique requises pour aider l'Albanie à détruire ses stocks de mines terrestres antipersonnel. Le principal objectif du projet était que l'Albanie, grâce à cet appui, acquière un degré suffisant d'autonomie en matière de destruction des explosifs et de gestion des munitions, et soit ainsi en mesure d'honorer ses obligations aux termes de l'article 4 de la Convention d'Ottawa, qui lui impose d'éliminer d'ici à février 2004 la totalité de ses stocks, estimés à 1,6 million de mines antipersonnel.

C'est l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA) - la principale agence de gestion du soutien logistique de l'OTAN - qui a été l'organe d'exécution du projet et qui a pris part à sa coordination générale. Comme la NAMSA possède une expérience approfondie de la démilitarisation des munitions, elle a pu fournir une équipe d'experts qui a organisé une série de stages de formation axés sur des aspects concrets afin d'enseigner aux Albanais comment éliminer les mines rapidement et en toute sécurité. Il s'est avéré que les défis étaient de taille parce que ce projet nécessitait bien plus que de la simple gestion : il a fallu mettre en place toute une infrastructure. En outre, il s'agissait du premier projet de démilitarisation que la NAMSA avait à gérer dans un pays non membre de l'OTAN, et il devait être à tous égards en conformité avec les normes de sécurité et d'environnement applicables.

→ Qu'est-ce que la Convention d'Ottawa ?

La Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction est une initiative internationale destinée à lutter contre le problème crucial des mines terrestres partout dans le monde. A ce jour, 133 pays l'ont signée et 132 l'ont ratifiée. L'Albanie a ratifié la Convention le 28 février 2000.

L'élimination des stocks de

Le premier volet du projet concernait la mise en place des éléments nécessaires au travail à accomplir. Des machines spécialement conçues et fabriquées pour la démilitarisation des mines antipersonnel ont été installées. L'usine de munitions que le gouvernement possédait à Mjekës, et qui était employée précédemment pour la fabrication d'explosifs, a paru être le meilleur choix, parce qu'elle disposait déjà de certains des équipements nécessaires. On a donc procédé à la rénovation de l'usine, à la remise en état du matériel existant et à l'installation des nouvelles machines. Une fois l'équipement en place, il s'est agi de dispenser aux Albanais sur place la formation nécessaire pour accomplir le travail suivant les procédures appropriées et en toute sécurité : cette formation concernait aussi bien les forces armées ayant pour mission d'enlever les mines en divers endroits et de les transporter jusqu'à l'usine que le personnel albanais travaillant dans l'usine elle-même, auquel il fallait enseigner les méthodes de démilitarisation ainsi que les techniques de démontage et de recyclage des mines.



→ Pour les soldats albanais, l'enlèvement des mines et leur transport jusqu'aux chaînes des ateliers de l'usine d'explosifs de Mjekës n'a pas toujours été de la routine. Fréquemment, il fallait aller chercher les mines aux quatre coins du pays, dans des régions montagneuses et accidentées, ce qui n'était possible que lorsque les conditions climatiques étaient favorables. D'autres se trouvaient au fond de casemates en béton dont l'entrée était obstruée par des remblais, et il a fallu procéder à des travaux d'excavation, comme on le voit ici à Lazarate.



→ Des soldats des forces armées albanaïses se préparent à détruire un chargement de mines terrestres et de munitions non explosées. Les mines antipersonnel ont été acheminées jusqu'à l'usine d'explosifs de Mjekës pour y être détruites.

L'équipe OTAN-PPP chargée de la formation à la gestion des munitions ainsi qu'à l'enlèvement et à la destruction des explosifs (AMODATT) a rempli son rôle auprès des forces armées albanaïses pour leur fournir l'entraînement nécessaire et les familiariser avec les procédures, les méthodes et les techniques normalisées de l'OTAN. Ces activités de formation ont abouti à la création d'une équipe albanaïse d'experts qualifiés dans le domaine des munitions non explosées et qui ont maintenant acquis une grande autonomie dans la gestion des munitions. L'OTAN et les pays partenaires ont apporté une contribution supplémentaire au projet en fournissant des tenues de protection et du matériel de déminage, ce qui a permis aux forces armées albanaïses de nettoyer plus de 220 hectares de territoire infesté de mines.



mines antipersonnel en Albanie

Un pays chef de file, en l'occurrence le Canada, parrainait le projet, avec l'appui de l'Autriche, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suisse et du Royaume-Uni. Il était chargé de coordonner la centralisation des fonds nécessaires recueillis auprès de plusieurs pays contributeurs. En outre, la Hongrie a apporté une contribution pour aider à financer une vérification par une tierce partie indépendante au projet et d'autres activités d'assurance de la qualité que celui-ci nécessitait. La préparation du travail de vérification indépendante des travaux a été supervisée par l'AMODATT.



→ Une fois les mines à l'usine, le processus de destruction consistait à les démonter pièce par pièce, tâche qu'accomplissait du personnel local formé par l'OTAN. La démilitarisation des mines progressait au rythme de 900 par jour ; quant aux explosifs retirés, ils étaient ensuite recyclés et transformés en ammonite, explosif utilisé pour les dynamitages dans les travaux de génie civil. Les coques métalliques des mines contiennent elles-mêmes des matériaux utiles qui ont été refondus pour divers usages non militaires. Les méthodes mises en œuvre tout au long de ce processus étaient respectueuses de l'environnement. Les personnes travaillant à cette partie du projet, une cinquantaine, avaient été recrutées sur place, et ces emplois directs ont été particulièrement bienvenus dans une région où le chômage tend à être relativement élevé.

Il ne s'est écoulé que cinq mois entre le moment où le projet a été lancé et le début de son exécution, ce qui est remarquable compte tenu des préparatifs nécessaires avant que le travail puisse commencer. Il a fallu notamment dresser des listes détaillées des stocks et des inventaires précisant leur nombre, leur état et leur emplacement. Le projet a commencé officiellement en septembre 2001, et s'est achevé en avril 2002. Les forces armées albanaises continuent de procéder à l'enlèvement et à la destruction des munitions non explosées partout dans le pays et cherchent à présent à obtenir une assistance internationale pour contribuer aux activités de déminage à proximité de la frontière avec le Kosovo.



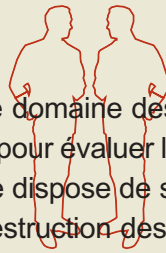
Le saviez-vous ?

Les coques des mines à fragmentation démilitarisées que l'on voit ici ont servi à fabriquer des plaques d'épave : une bonne nouvelle pour tous les usagers de la route.

>> Le Partenariat pour la Paix (PPP) de l'OTAN : un programme destiné à accroître la stabilité et la sécurité

L'OTAN ne cesse d'étudier de nouvelles idées afin de faire progresser les initiatives existantes destinées à renforcer la coopération avec les pays partenaires, en formuler de nouvelles, et étendre le programme de Partenariat pour la paix (PPP) lancé en 1994. Le fonds d'affectation spéciale du PPP pour l'élimination des mines antipersonnel, qui a été institué en septembre 2000, constitue une mesure supplémentaire bienvenue et un outil concret en vue d'aider les Partenaires dans leurs efforts de démilitarisation. Il fait partie des activités du PPP relevant du chapitre du programme de travail du Partenariat (PWP) consacré à l'action humanitaire globale de lutte contre les mines (GHMA). Ce fonds a pour objet d'aider les pays partenaires à éliminer leurs stocks de mines antipersonnel. Le projet concernant l'Albanie a été le premier qu'il ait été proposé d'entreprendre au titre de ce fonds.

>> Le résultat d'une coopération



L'objectif ultime de l'assistance apportée à l'Albanie dans le domaine des munitions était que les forces armées de ce pays acquièrent les compétences et l'expertise nécessaires pour évaluer les zones affectées et établir les plans détaillés en vue de leur élimination. Grâce à ce programme, l'Albanie dispose de ses propres spécialistes formés par l'OTAN en vue de poursuivre de façon autonome l'enlèvement et la destruction des munitions non explosées et, à terme, d'éliminer ce problème. L'infrastructure mise en place à l'usine d'explosifs de Mjekës pour le démontage des mines stockées en Albanie a également permis de jeter les bases que requiert la poursuite du développement d'une industrie de démilitarisation des munitions dans ce pays, ce qui sera nécessairement d'un grand secours pour la destruction d'autres stocks de munitions en surplus.

Les avantages ont été mutuels : l'Albanie a reçu de l'OTAN les outils dont ce pays avait besoin pour surmonter les problèmes de munitions auxquels il était confronté, et le projet a contribué à améliorer la sécurité et la stabilité dans les Balkans.

>> Elargissement de la mission

Les résultats probants du projet albanais ont été à la base de plusieurs autres évolutions positives, visant à étendre le domaine d'application du fonds d'affectation spéciale à de nouvelles initiatives en Albanie ainsi que dans d'autres pays. Ainsi, on en est aux premiers stades de la planification d'un fonds d'affectation spéciale du PPP pour la destruction des quantités excessives de munitions pour armes de petit calibre en Albanie, projet qui pourrait avoir des retombées positives pour la région des Balkans. L'Albanie a bénéficié aussi du projet PPP parrainé par la Suisse en vue de détruire la totalité des stocks albanais de matières chimiques toxiques militaires. De surcroît, de nouveaux fonds d'affectation spéciaux ont été mis en place afin d'aider d'autres pays partenaires à éliminer leurs mines et les quantités de munitions excédentaires. La Moldova et l'Ukraine sont les partenaires de l'OTAN à avoir bénéficié le plus récemment de ce programme. Le domaine d'application du fonds d'affectation spéciale pourrait éventuellement être étendu encore davantage et englober des programmes de destruction et d'élimination dans des pays participant au Dialogue méditerranéen, à l'Initiative sur l'Europe du Sud-Est et au Pacte de stabilité. La priorité continuera d'être donnée aux signataires de la Convention d'Ottawa.

→ Qui procède à l'enlèvement et à la destruction des mines ?

La localisation, le démontage et la destruction des mines terrestres sont des tâches dangereuses et qui prennent beaucoup de temps. Elles nécessitent des personnes disposant d'un entraînement poussé et un équipement spécifique de haute technicité. Pour détecter les mines, on peut procéder manuellement, en recourant notamment à des détecteurs portables et à des chiens entraînés, ou utiliser des dispositifs mécaniques variés.



Interview express

>> William Hunt, chef du projet

Ce projet de démilitarisation était le premier de ce genre entrepris dans un pays non-membre de l'OTAN et a été entièrement couronné de succès. A votre avis, quels ont été les principaux défis liés à ce projet, et comment ont-ils été relevés ?

Quand je me remémore les nombreux défis qu'il a fallu surmonter pour mener à bien ce projet, les préjugés défavorables à propos de l'OTAN et la mise en place de mesures de sécurité au travail me paraissent être les deux aspects qui ont posé le plus de difficultés.

Même si l'OTAN est engagée dans une action qui dure depuis plusieurs années déjà dans les Balkans, contribuant à la sécurité et à la stabilité, les membres des communautés locales ne sont pas tous au courant de son rôle et de ses opérations. Le manque d'informations, conjugué aux préjugés erronés et aux rumeurs, a suscité des attitudes défavorables à la présence de l'OTAN dans certaines franges de la population. En outre, il n'est pas facile pour les militaires albanais et ceux de l'industrie militaire de s'affranchir des méthodes de travail et des comportements inculqués pendant toutes les années qu'a duré la période communiste. Du fait de ces problèmes, il s'est avéré particulièrement ardu de former les gens qui devaient travailler au projet, et de développer ce dernier. C'est la raison pour laquelle une campagne dynamique de relations publiques a été lancée, avec notamment des rapports périodiques aux donateurs, aux organisations internationales ainsi qu'à la presse et à la télévision locales, de même que l'élaboration de pages Web destinées au site Internet du Ministère albanais de la défense. Cette campagne a été utile pour faire connaître la participation de l'OTAN au projet et tous les avantages positifs découlant de la destruction des stocks de mines antipersonnel du pays.

D'autre part, il est vite apparu au stade initial du projet que les méthodes de travail des forces armées albanaises et de l'industrie militaire dans le domaine du transport et de la destruction des mines antipersonnel manquaient d'efficacité et, parfois, n'étaient pas sûres. Comme la sécurité était considérée comme primordiale, il a été nécessaire de former les Albanais participant au projet pour qu'ils puissent adopter des pratiques de gestion efficaces et des mesures de sécurité au travail.

Ce double défi a pu être relevé avec succès, mais je pense que les responsables albanais de l'usine d'explosifs de Mjekës requerront une formation complémentaire et des compétences supplémentaires en matière de constitution de capacités, au cas où il leur faudrait dans l'avenir entreprendre des tâches plus complexes dans le domaine de la démilitarisation des munitions. Cependant, le projet parrainé par l'OTAN a jeté des bases solides sur lesquelles l'Albanie pourra s'appuyer pour contribuer à d'autres projets de démilitarisation dans les prochaines années.

Pour plus d'informations :

- Page d'accueil de l'OTAN - www.otan.nato.int
- Partenariat pour la paix - www.nato.int/pfp/pfp.htm
- NAMSA - www.namsa.nato.int
- Equipe de formation Stockage des munitions/Enlèvement et destruction des explosifs - www.nato.int/structur/DS/wwwweodastt/index.htm